



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 24 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OI FRANCE SAS**  
2 rue Abbé Delorme  
42 340 Veauche

Références : UID4243-EAR-025-046  
Code AIOT : 0006103523

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 novembre 2024 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42 340 Veauche. L'inspection a été annoncée le 30/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42 340 Veauche
- Code AIOT : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'OI FRANCE, site de Veauche est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 13 mars 2015.

Le site a déposé un dossier d'autorisation environnementale afin de pouvoir augmenter sa capacité de production et présenter les modifications apportées sur le site de Veauche, dont le remplacement d'un four verrier par un four de technologie hybride et la mise en place d'équipements permettant la récupération de chaleur fatale du process.

## Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise à jour de l'Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 11.1.1	Demande d'action corrective	10 mois
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 1.2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Projets	Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 1.6.1	Sans objet
3	Rejets AIR	Arrêté Préfectoral du 28/02/2024, article 2	Sans objet
5	Travaux sur nouvelle pompe de puisage et conduite d'alimentation	Lettre du 05/08/2024, article Donner acte	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site se prépare aux modifications et travaux prévus en 2025 suite à un lourd investissement financier (changement de technologie de four, récupération de chaleur fatale, fiabilisation du système d'analyses atmosphériques...).

Pour l'instant, les rejets atmosphériques ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral suite à des problèmes d'injection de chaux dans les fumées et aux analyseurs de gaz vieillissants.

Cependant, l'exploitant a transmis à l'inspection un bilan des dépassements 2024 ainsi que le plan d'actions sur le silo de chaux.

La situation devrait retrouver un état conforme au fur et à mesure des travaux et en tout état de cause, début 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Projets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Evolution du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, a leur mode d'utilisation ou a leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Le dossier d'autorisation environnementale relatif au changement de technologie du four 4 est en cours d'instruction. L'enquête publique débutera le 6 janvier 2025.

Cette modification principale va engendrer des modifications annexes mineures : changement de l'arche de cuisson, remplacement d'une hotte de traitement de surface, palettiseur... qui sont prises en compte dans le dossier.

Les travaux doivent débuter le 21 août pour finir le 8 décembre 2025.

Le PAC pour le remplacement de 2 TAR par des TAR adiabatiques a été transmis à l'inspection le 15 octobre 2024. Cette modification notable mais non substantielle sera intégrée dans le projet d'arrêté préfectoral du site concernant le dossier "changement de four". Cette modification devrait permettre une diminution de la consommation d'eau, la suppression du risque légionelle, et faire passer la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) du régime de l'enregistrement au régime de la déclaration.

L'exploitant a également fait mention :

- que le projet "récupération de l'eau de pluie" pour l'injecter dans le circuit d'eau et ainsi abaisser de 40 % le volume de prélèvement est mis en attente,
- que le projet "récupération de chaleur" entraînera une coupure des systèmes de traitement des fumées de 10 jours pour permettre le raccordement des systèmes. Mais, la maintenance de l'électrofiltre se fera dans le même temps afin d'optimiser les heures d'indisponibilité des systèmes de traitement (prévu en avril 2025),
- qu'un échangeur air / air sera mis en place, il permettra la récupération de calories pour chauffer un bâtiment, fournir l'eau chaude sanitaire du site et permettra l'alimentation d'un réseau de chaleur de la ville (qui permettra de chauffer l'église, l'école et le collège), juillet 2025,
- que les travaux de pompage sur la Loire seront finalisés pour le premier trimestre 2025 (automatisation à faire),
- que la remontée automatique des données de consommation d'eau est en cours de résolution (problème de logiciel).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mise à jour de l'Étude de dangers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 1.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à jour EDD

**Prescription contrôlée :****ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

**Constats :**

La révision de l'étude de dangers a été réalisée suite au dépôt initial du dossier d'autorisation environnementale qui avait mis en avant la présence d'un phénomène dangereux inacceptable vis-à-vis du poste de livraison de gaz.

Des travaux ont dû être réalisés en décembre 2024 par RTE afin d'installer un régulateur de débit

pour réduire les effets thermiques (jet enflammé) en cas d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifiera que ces travaux ont bien été réalisés conformément à ce qui avait été indiqué dans l'étude de danger .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Rejets AIR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt électrofiltre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêt de l'électrofiltre de la verrerie O-I FRANCE SAS de Veauche est programmé du 2 février 2024 au 21 février 2024 puis sur 4 jours encore non définis. Ces arrêts doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nettoyage et maintenance de l'électrofiltre et du système DéNOx,</li> <li>– le remplacement de la cuve d'ammoniaque du système DéNOx,</li> <li>– le placage du four 4 pour permettre la prolongation du four avant son remplacement prévu en 2025,</li> <li>– le démontage de la rampe du brûleur du système DéNOx puis le remontage de ce dispositif.</li> </ul> Durant l'arrêt de l'électrofiltre, O-I FRANCE SAS met en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Limitation au minimum technique des émissions de polluants atmosphériques des fours verriers, sans porter atteinte à leur sécurité et à leur intégrité ;</li> <li>– Réduction de la production de l'usine pendant la durée d'indisponibilité des systèmes de traitements des fumées ;</li> <li>– Réduction de la durée des travaux de maintenance de l'électrofiltre, afin de réduire au maximum sa durée d'indisponibilité, qui n'excédera pas 561 heures ;</li> <li>– Réalisation, durant la période d'arrêt de l'électrofiltre, d'une campagne de mesure des rejets atmosphériques des 2 cheminées des fours, sans passage des fumées par l'électrofiltre, par un organisme extérieur, telle que prévue par l'article 11.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé ;</li> <li>– Réalisation d'une surveillance environnementale des concentrations en polluants atmosphériques tenant compte de la dispersion des rejets à la cheminée. Cette surveillance concernera l'ensemble des paramètres surveillés et visés à l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le brûleur DéNOx a été démonté et réparé. Son remontage devait être réalisé à l'automne 2024, mais par manque de budget sur 2024 cette action sera réalisée en 2025 pendant l'arrêt de l'électrofiltre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 11.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> Poussières : 20 mg/Nm <sup>3</sup> et flux 0,03 kg /tv CO : 100 mg/Nm <sup>3</sup> et flux à 0,15 kg/tv NOx et SOx, VLE variable en fonction de la quantité de verre fondu, de la nature du combustible
<b>Constats :</b> Du fait de l'arrêt de fonctionnement de certaines lignes lié au contexte politique et économique actuel, une baisse de tonnage engendre une diminution de l'apport d'énergie sur les fours et par conséquent un volume de fumées plus faible et moins chaud perturbant le fonctionnement de l'électrofiltre et du DéNOx. Les systèmes de traitement des fumées sont donc moins opérationnels par manque d'optimisations des conditions de fonctionnement et certaines valeurs limites de rejets sont ponctuellement dépassées.  L'exploitant surveille les valeurs d'émissions par la biais de baie d'analyse 3 car la baie d'analyses 4 fournit des valeurs aberrantes. Cette dernière sera remplacée lors des travaux sur le four 4.  Après l'inspection, l'exploitant a transmis un bilan sur le nombre de jours de dépassements sur les différents paramètres atmosphériques suivis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant continuera de lister les non-conformités sur les VLE, et indiquera pour chaque dépassement, les actions mises en œuvre. Un plan d'action et les échéances associées seront transmis à l'inspection sous 2 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

#### N° 5 : Travaux sur nouvelle pompe de puisage et conduite d'alimentation

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 05/08/2024, article Donner acte
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect donner acte du 5/08/2024
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>– que les prélèvements dans le fleuve Loire respecteront les valeurs de l'arrêté préfectoral, soit la valeur de prélèvement moyen à 280m3/j et une consommation annuelle maximum de 90 000 m<sup>3</sup>,</li><li>– que les travaux seront programmés si la période des basses eaux est atteinte entre le 1er septembre et le 15 octobre afin de ne pas déranger les espèces du site dans l'accomplissement de leur cycle de vie,</li><li>– que les zones contaminées par des espèces exotiques envahissantes seront balisées lors des travaux,</li><li>– qu'un plan de repli de chantier sera organisé en cas de montée des eaux soudaines du niveau du fleuve Loire : les entreprises devront prévoir un suivi météorologique et un suivi de la montée des eaux (Vigicrues, Vigicrues-Flash) afin de prévenir tout risque inondable. Un plan d'intervention comprenant toutes les phases sera demandé à l'entreprise : phase de vigilance/surveillance, phase de pré-alerte, phase d'alerte, surveillance en crue, phase de retour à la normale, avec les points</li></ul>

<p>d'attention, points critiques et en identifiant toutes les actions à mener par l'entreprise avec les délais d'exécution,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que la base vie et les engins de chantier seront installés en dehors de la zone inondable,</li> <li>– que les remblais, dépôts divers sont interdits en zone inondable. L'approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés comme le préoyaient les recommandations de la DDT. Une nouvelle pompe immergée est installée avec un nouveau système de tuyauterie. Il reste quelques raccords à faire dans le local et l'automate doit être installé.</p> <p>Cette modification devrait éviter un pompage de 3 000 m<sup>3</sup> / an dans la Loire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2015, article 1.2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calibration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les instruments de mesure des concentrations d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, de poussières et d'oxygène font l'objet, au moins une fois par an, d'un calibrage, au moyen de mesures effectuées en parallèle avec les méthodes de référence normalisées en vigueur (ou au moyen de toutes autres méthodes de calibrage équivalentes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La sonde de prélèvement et de la ligne chauffée de la ligne de mesure du four F4 ont été remplacées. Cependant, deux paramètres (SO<sub>2</sub> et poussières) ne valident pas le QAL2 réalisé en octobre 2023. Par conséquent, il a été acté le remplacement complet de la baie d'analyse et des instruments de prélèvement en 2025 sur le chantier de four 4.</p> <p>Une analyse AST a été réalisée en décembre 2024 et indiquera si les baies d'analyses sont bien calibrées.</p> <p>Il faut noter que l'exploitant prévoit un changement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de l'Opacimètre et du débitmètre pour le four 3, premier semestre 2025. La baie d'analyse a été changée en 2023.</li> <li>– baie d'analyse, opacimètre et débitmètre seront remplacés début 2026 pour F4</li> </ul> <p>L'ensemble des appareils devraient être opérationnels après la réalisation des travaux du four 4.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit comparer les résultats de son autosurveillance à ceux de l'analyse réglementaire réalisée en décembre 2024. Il critiquera les résultats et transmettra son analyse à l'inspection sous 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>